



Introduction au colloque Xerfi du 15 juin 2010 par Laurent Faibis, Président de Xerfi

Regardez la vidéo de Laurent Faibis

En prenant l'initiative d'un colloque sur « la Finance face à l'emploi », Xerfi a voulu attirer l'attention sur l'impérieuse nécessité de remettre le système financier au service de l'activité sur le territoire. La France est en effet confrontée à un nouveau choc de désindustrialisation. Depuis 1990, ce sont 1 260 000 postes qui ont été perdus dans l'industrie, soit 28% des effectifs. Ces pertes d'emploi se sont accélérées dans les années 2000, avec la montée de la globalisation, la concurrence des émergents, les délocalisations.

Surmonter une rupture majeure

Le déclin industriel des 20 dernières années s'est effectué en 3 étapes. Les années 90 ont fait chuter des pans entiers des secteurs de biens de consommation. Le textile, l'habillement, le cuir, l'électroménager ont souffert. Deuxième étape dans les années 2000 : ce sont la métallurgie, les biens intermédiaires et l'automobile qui ont enregistré les plus fortes pertes de production. Dans le même temps, tous les secteurs liés à l'habillement, l'équipement du foyer, l'électronique grand public continuaient de s'affaiblir. La balance commerciale, qui était redevenue positive au tournant des années 2000, a replongé dans le rouge en 2004. Le solde de notre commerce extérieur n'a cessé de se dégrader depuis. En 2008, nous sommes entrés dans la troisième étape. La crise provoquée par l'éclatement de la bulle financière a fait baisser la production industrielle de 16% ! Ne nous y trompons pas. Il ne s'agit pas que d'une grosse turbulence conjoncturelle. Il s'est produit une rupture majeure.

Relocaliser la croissance

Nous pensons qu'il n'y a pas de fatalité au déclin industriel. Il n'y a pas de fatalité aux délocalisations, aux pertes d'emplois qualifiés, à la baisse de l'investissement productif en France. Il est indispensable d'imaginer d'autres stratégies pour relocaliser la croissance. Il faut inciter la finance et l'épargne à mieux soutenir le développement de l'activité. Bien sûr, il est totalement impératif de respecter les règles du jeu de la libre entreprise. De même, les innovations financières ont un rôle essentiel à jouer pour faciliter le développement des activités. Mais tout cela doit s'inscrire dans un objectif économique créateur d'emplois à forte valeur ajoutée.

Rétablir une vraie logique économique

L'inquiétude est d'autant plus grande que depuis deux décennies, la logique financière a pris le dessus sur l'approche économique. Les exigences de rentabilité à court terme ont

entravé le développement des stratégies à long terme. Cette question du temps est essentielle. Car il faut du temps pour faire de la recherche, créer et développer de nouvelles entreprises, de nouveaux produits, de nouveaux services. Bref il faut du temps pour faire émerger des richesses durables. Sous cet angle, il est inquiétant que les économistes liés à la finance de marché soient les mieux écoutés. Il est préoccupant qu'ils aient une influence si décisive sur la formation des croyances et des opinions : celles des chefs d'entreprise, celles du grand public, comme celles des pouvoirs publics. Nous pensons que cette idéologie des marchés a une lourde responsabilité dans la baisse de l'investissement, la perte de compétitivité, les délocalisations, et en conséquence la destruction des emplois qualifiés.

Attirer l'attention des décideurs

Voilà en quelques mots pourquoi Xerfi a organisé le 15 juin 2010 ce colloque intitulé « la finance face à l'emploi ». Notre objectif était d'attirer l'attention des décideurs sur les conséquences d'une logique économique trop contrainte par le fonctionnement des marchés financiers. Cela s'est traduit par la transmission massive de la crise financière aux activités de production et de services. La pression des marchés financiers s'exerce désormais également sur la stratégie budgétaire de l'Etat. Les moyens de la puissance publique pour stimuler l'activité et l'investissement sont désormais bridés par les politiques restrictives, par le choix de retourner trop vite aux équilibres budgétaires. Les politiques d'austérité qui se mettent en place dans toute l'Europe vont avoir des effets systémiques. Elles risquent fort de faire rechuter la demande, entraver le rebond d'activité, détruire encore des emplois.

Gagner le temps du rebond par la finance

Nous avons voulu contribuer à la réflexion sur les moyens pour sortir de cette logique des marchés et relocaliser les activités. Dans ce but, nous avons réuni des industriels, des banquiers, des experts, des économistes. Ces conférenciers ont pour point commun la préoccupation de se mobiliser pour stopper la machine à détruire de l'emploi qualifié. C'était d'ailleurs l'objet de la première table ronde, « comment relancer une dynamique d'activité localisée en France ». Pour y parvenir, il apparaît indispensable de remettre la finance sur ses pieds, c'est-à-dire au service du développement des entreprises sur le territoire : c'est le thème qui a été discuté au cours de la seconde table ronde. Il nous faut du temps pour nous redéployer et rebondir. Il nous faut de l'argent pour gagner du temps. C'est le rôle de la finance, d'une finance remise sur ses pieds, de nous fournir ce temps.

[Accédez à l'intégralité du numéro 156 de Xerfi Previsis](#)